

Opposons-nous au bellicisme, au mensonge et à la désinformation

- **Ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas dans l'examen des événements en Ukraine**
- **L'intelligence artificielle et la vérification des faits ne peuvent se substituer à la pensée humaine consciente**
 - *Entrevue, Anna Di Carlo, dirigeante nationale du PCC(M-L) –*
- **Exemples de faux messages transmis sur les médias sociaux**
 - **Réflexions sur la crise actuelle en Ukraine**
 - *Joe Lombardo –*
- **Le danger que représente pour le Canada l'intégration à la machine de guerre des États-Unis**
 - *Enver Villamizar –*

Opposons-nous au bellicisme, au mensonge et à la désinformation

Ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas dans l'examen des événements en Ukraine

Ce supplément du *Marxiste-Léniniste* se propose d'offrir aux lecteurs des informations importantes et un contexte pour ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui. Cela comprend une partie de l'histoire des développements actuels, y compris le coup d'État organisé par les États-Unis en 2014, l'effort des populations de Donetsk et Louhansk pour établir la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de Louhansk (RPL), les bombardements du gouvernement ukrainien dans le Donbass qui ont tué environ 15 000 personnes et d'autres développements pertinents.

La publication de ces informations provenant de sources bien informées a pour but d'aider ceux qui cherchent à vérifier les faits concernant le conflit actuel en Ukraine et qui veulent des solutions pacifiques, à commencer par l'opposition à ce que font les États-Unis et l'OTAN, y compris le Canada.

Le bellicisme des États-Unis, du Canada, des autres pays de l'OTAN et de leurs partisans augmente en volume et en intensité. Il pue le chauvinisme et le revanchisme car il présente les États-Unis et les pays de l'OTAN comme les champions de la liberté, de la démocratie et de la paix, tandis que ceux qui ne se joignent pas à eux sont dépeints comme des ennemis, des autoritaires, des gens qui n'ont pas de



considération pour les peuples, etc. Le premier principe de tout mouvement antiguerre digne de ce nom est de servir la cause des peuples du monde, et non de dresser les uns contre les autres au nom d'idéaux dits supérieurs. Il s'agit de favoriser les solutions qui garantissent la paix, et non de fomenter la destruction d'un pays pour servir les intérêts des autres.

La propagande de guerre patriotarde ne fait même pas mention des guerres d'agression et d'occupation et des crimes commis contre les peuples de tant de pays par les États-Unis et l'OTAN. L'histoire des cinq dernières décennies montre sans l'ombre d'un doute ce que représentent les États-Unis et l'OTAN. Elle montre que leurs objectifs en Ukraine ne sont pas de défendre la liberté, la démocratie et la paix. Leur prétention qu'il s'agit d'une guerre dangereuse parce qu'elle se déroule en Europe vise à cacher leurs propres crimes en Europe, mais aussi en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et aux États-Unis même. C'est tout simplement une façon de justifier ce qu'ils font aujourd'hui.

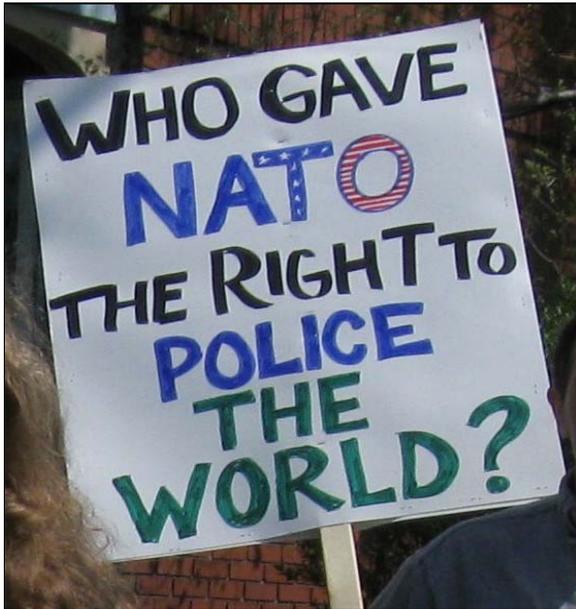


Minneapolis, 24 février 2022

Les faits montrent que dans la situation actuelle, les objectifs des États-Unis et de l'OTAN sont d'utiliser l'Ukraine pour détruire la Russie, également une nation européenne soit dit en passant, dont les États-Unis et les pays de l'OTAN n'accepteront pas l'existence indépendante et le droit d'être. Leur folie chauvine à invoquer des valeurs européennes est telle qu'ils choisissent qui est légitime et qui ne l'est pas sur la base de qui est d'accord avec ce qu'ils appellent la paix, la liberté et la démocratie, et au diable tout ce qui vient contredire leurs verdicts. Le monde est censé oublier qui ils sont, ce qu'ils représentent et ce qu'ils ont fait. Leur logique ne tient pas compte non plus du fait que les peuples du monde s'insurgent au prix de leur vie contre leurs soi-disant valeurs, ils s'opposent chaque jour à leur exploitation, leur oppression et leur humiliation.

Les propagandistes des États-Unis et de leur alliance agressive qu'est l'OTAN pratiquent l'aveuglement volontaire quand ils affirment qu'il s'agit de la première guerre en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Comment peuvent-ils prétendre oublier qu'ils ont eux-mêmes bombardé la Yougoslavie pour déposer le président de l'époque, Slobodan Milosevic, et démembrer ce pays ? Leur bombardement de 78 jours a tué des milliers de personnes, causé de terribles traumatismes, détruit des infrastructures, le patrimoine culturel de l'humanité, et donné un statut de combattants de la liberté à des trafiquants de drogue et des éléments criminels, utilisés ensuite comme entrepreneurs privés en Afghanistan, en Irak, en Syrie et dans d'autres pays.

Au nom de la doctrine impérialiste de la « responsabilité de protéger », ils ont déclenché des guerres civiles en Yougoslavie, blâmé tels ou tels croyants ou ethnies et provoqué la première crise massive de réfugiés dans le cadre de leur soi-disant Nouvel Ordre mondial, laquelle crise ils ont également imputée à ceux qui résistaient au diktat des États-Unis et de l'OTAN. Dans cette guerre, ils ont prétendu être les libérateurs des Kosovars, tout comme ils prétendent aujourd'hui être les libérateurs du peuple ukrainien, selon une définition étreiquée de qui est le peuple ukrainien.



Selon leur chauvinisme guerrier, ce qui se passe en Ukraine est unique parce que l'Ukraine est européenne et a donc, d'une certaine manière, plus de valeur que si cela se produisait en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les tentatives de présenter les États-Unis, l'OTAN et leurs « coalitions de volontaires » comme des libérateurs n'effaceront pas les faits de ce qu'ils font aujourd'hui ou de ce qu'ils ont fait et continuent de faire en Irak, en Afghanistan, en Libye, et de ce qu'ils sont en train de faire au Yémen, en Syrie et dans de nombreux autres endroits. Elle n'effacera pas la mémoire des Européens épris de liberté qui ont grandi dans l'ombre des crimes commis contre eux pendant la Deuxième Guerre mondiale. Et ce, malgré la prise de contrôle de leurs pays par des intérêts

privés qui ont usurpé les pouvoirs décisionnels pour faire fortune dans des guerres de destruction et la vente d'armes et de munitions.

Les Canadiens doivent sérieusement réfléchir à ce qui se passe et poser les questions pertinentes. Il y en a plusieurs. Pourquoi la population russophone de l'Ukraine, qui représente un tiers de la population, ne compte-t-elle pas aux yeux des États-Unis, du Canada et de l'OTAN ? Pourquoi n'est-elle pas défendue en tant que partie intégrante du peuple ukrainien, plutôt que d'être séparée et attaquée au nom de grands idéaux ? Et pourquoi la Russie, elle aussi, ne se bat-elle pas pour l'ensemble du peuple ukrainien et pourquoi se contente-t-elle d'identifier ceux qui, selon elle, font partie de sa grande famille ? Pourquoi la Russie est-elle isolée, non respectée, l'objet de diffamation personnalisante au sujet de Poutine, comme si l'utilisation des pouvoirs de police par le régime de Poutine était fondamentalement différente de ce qui se passe aux États-Unis, au Canada et dans les pays de l'OTAN ? Pourquoi la Russie n'est-elle pas traitée comme un pays européen - non seulement le pays ayant la plus grande masse continentale d'Europe mais du monde entier, le pays qui a subi 27 millions de pertes humaines pendant la Deuxième Guerre mondiale et dont les peuples méritent le respect ? Pourquoi la transformation de l'Ukraine en base avancée pour isoler la Russie est-elle considérée comme héroïque ? Cela n'honore pas l'héroïque peuple ukrainien, qui a fait preuve d'un courage et d'un sacrifice sans égal pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui a fait corps avec l'Armée rouge pour libérer son pays et toute l'Europe des fascistes et des nazis.

Rappelons-nous l'histoire du mouvement contre la guerre depuis le bombardement de la Yougoslavie. À chaque guerre, le mouvement a dû s'opposer à la désinformation qui visait à écarter les peuples du monde comme facteur de décision. Milosevic a été diabolisé pour que les peuples d'Europe et du monde restent passifs et ne s'opposent pas aux bombardements de l'OTAN. On les a accusés d'être des partisans de Milosevic pour dissimuler les objectifs des États-Unis, les contradictions entre les grandes puissances d'Europe et pour tenir les peuples d'Europe à l'écart des prises de décisions. Le mouvement antiguerre a tenu bon et a fini par s'affirmer brillamment. N'avait-on pas invoqué les agissements de Milosevic pour justifier la prise de contrôle et le démantèlement de la Yougoslavie, pour détourner l'attention de ce que faisaient les États-Unis, la France, l'Allemagne et l'OTAN dans la région ? De même, lors de l'invasion de l'Irak, non seulement Saddam Hussein, l'ancien ami des



États-Unis, des Britanniques et d'autres pays, a-t-il été diabolisé, mais les mensonges débridés ont servi à justifier l'invasion et les crimes odieux commis dans ce pays. Il en va de même pour tous les autres cas d'opérations des États-Unis et de l'OTAN et de leurs prétendues coalitions de volontaires.

Au nom de toutes les victimes de l'agression et de la guerre des États-Unis et de l'OTAN, au nom de toutes les victimes des sanctions et des crimes odieux que les États-Unis ont commis et cherchent à justifier, et au nom de tous ceux qui sont victimes de l'usage de la force aujourd'hui, exigeons que les États-Unis retirent leurs troupes et leurs armes d'Europe. Exigeons le démantèlement de l'OTAN, que la sécurité de la Russie et des autres pays déstabilisés par les navires de guerre et les provocations des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et de l'OTAN soit garantie et que la cause de la paix l'emporte en résolvant les conflits sans recourir à la force.

L'usage de la puissance militaire contre la puissance militaire ne peut qu'aggraver une situation déjà dangereuse. Il est nécessaire de tirer des conclusions fondées de ce qui se passe en Ukraine pour pouvoir mobiliser efficacement les peuples du monde en tant que force pour la paix, la démocratie et la liberté. La nécessité de renforcer le mouvement antiguerre doit nécessairement s'opposer en toutes conditions et circonstances au bellicisme, aux mensonges et à la désinformation. Cette tâche est aussi importante que jamais aujourd'hui, sinon plus, surtout quand on voit ampleur que prend la propagande qui présente l'OTAN et les États-Unis comme des libérateurs.

Tout en oeuvre pour mobiliser le peuple pour sortir le Canada de l'OTAN, démanteler l'OTAN et faire du Canada une zone de paix. Les Canadiens ont besoin d'un gouvernement antiguerre, pas d'un gouvernement qui s'engage dans des guerres pour établir les États-Unis comme « la nation indispensable » aux dépens des préoccupations légitimes de tous les autres pays et peuples.

L'intelligence artificielle et la vérification des faits ne peuvent se substituer à la pensée humaine consciente

– Entrevue, Anna Di Carlo, dirigeante nationale du PCC(M-L) –

LML : Anna, de nombreux lecteurs nous ont dit que des collègues et des amis, et eux-mêmes, ont été la proie d'images incendiaires qui, ont-ils d'abord cru, montraient des victimes civiles et de la détresse en Ukraine. Puis ces images se sont avérées fausses.

Anna Di Carlo : Ce qu'on appelle les « fake news » est décidément un problème dans la couverture de ce qui se passe en Ukraine. Les « médias traditionnels » - le terme utilisé pour décrire les journaux, les agences de presse, la radio et la télévision antérieurs aux médias sociaux, y compris la BBC, CBC/Radio-Canada et Reuters News - diffusent des informations comportant de fausses images et vidéos liées au conflit militaire entre l'Ukraine et la Russie. Il s'agit d'images et de vidéos diffusées sur les médias sociaux tels que Twitter, Facebook et TikTok. Leur principale caractéristique est qu'elles sont conçues pour attiser les passions anti-russes et fomenter l'hystérie guerrière et la panique. L'agence de presse Reuters, dans sa section « Vérification des faits », offre une longue liste d'images publiées sur les médias sociaux qu'on prétend à tort représenter les événements actuels en Ukraine.

Ces médias, et une myriade d'organisations en parallèle, disposent d'un personnel chargé de déchiffrer ce qui est décrit comme de « fausses nouvelles », de la « désinformation », de la « propagande » et autres. On dit que ces bureaux travaillent 24 heures par jour et 7 jours par semaine face à l'avalanche actuelle de fausses informations. Leurs expositions montrent clairement que les faux messages sont si répandus que les gens doivent non seulement lire les « nouvelles » pour essayer de s'informer sur ce qui se passe, mais aussi lire les nouvelles sur ce qui n'est pas vraiment

des nouvelles, pour s'assurer qu'ils ne sont pas incités par des affirmations ou des images qui ne sont tout simplement pas vraies ou qui sont délibérément trompeuses.

Les « experts » en fausses nouvelles donnent des conseils sur ce qu'il faut faire, comme vérifier si une publication sur les médias sociaux a été vérifiée par des sources dites « fiables », c'est-à-dire les médias traditionnels. Mais le fait est que, même lorsque des publications sur les médias sociaux ont été démystifiées, il n'est pas rare de voir des médias qu'on dit fiables utiliser ces informations. C'est ce qui s'est passé avec des reportages aux titres sensationnalistes sur un immeuble résidentiel en Ukraine qui aurait été attaqué par un missile russe. Il a été établi que le bâtiment en question a en fait été touché par un missile ukrainien, mais des photos de celui-ci, avec des affirmations selon lesquelles les Russes visent des civils, continuent d'être publiées.

Tout cela relève du mode opératoire des « agences de renseignement » secrètes, qui consiste à s'assurer de maintenir les gens dans le tourbillon de la manipulation et contre-manipulation, afin qu'ils ne passent pas une minute à résoudre les problèmes par eux-mêmes, à établir un point de vue à partir duquel ils peuvent comprendre les faits et tirer des conclusions justifiées. Il s'agit de s'assurer que les peuples ne deviennent pas un facteur qui fait la différence. Tout cela cache ce dont les agences de presse et les médias ne parlent pas, à savoir les causes - ce qui a conduit à la situation actuelle – et le rôle des peuples dans la création d'une issue qui leur est favorable. Sans cela, les solutions auxquelles les peuples peuvent adhérer en toute conscience sont illusoire.

La plupart des gens sont contre les guerres. Ils sont contre le démembrement de pays, les pertes de vies et les souffrances qu'on fait subir aux peuples des pays touchés. Lorsqu'ils voient des images qui laissent croire que ces choses sont causées par certains groupes, ils sont naturellement très contrariés. Il est naturel qu'en toute conscience, ils s'élèvent contre ce que montrent ces images et contre ceux qui sont censés être à l'origine de la souffrance. Il est également contrariant de voir une propagande intéressée qui ne traite pas la souffrance d'une partie de la population ukrainienne de la même manière que celle d'une autre partie. Lorsque la deuxième section souffre, c'est le silence. Elle est ignorée ou traitée comme si elle n'avait aucune importance, ou comme un dommage collatéral pour une cause supérieure.

À cet égard, dans tous les discours sur la « première » attaque contre les Européens, les Yougoslaves ne seraient apparemment pas compris dans les Européens, eux dont le pays a été bombardé jusqu'à la soumission il y aura vingt-trois ans en mars prochain. Les frappes aériennes ont duré du 24 mars 1999 au 10 juin 1999, causant la mort et la destruction sur une grande échelle et créant des milliers et des milliers de réfugiés. Cela n'est pas considéré comme une guerre dans un pays européen. La Russie est le plus grand pays européen, mais elle n'est pas incluse non plus.

Mais que faire quand on se rend compte qu'on a été dupé ?

Les médias officiels et les médias sociaux sont tout à fait capables de repérer ce qu'on appelle les « fausses nouvelles ». Lorsqu'il s'agit d'images, ils utilisent l'intelligence artificielle pour la vérification. Les images sont comparées à des images accumulées dans des banques de données. Un logiciel est également utilisé pour comparer les données intégrées dans une photo qui indiquent sa véritable géolocalisation avec le prétendu emplacement revendiqué à ce moment-là.

À l'époque où les gens devaient se contenter de la presse écrite, ce phénomène était appelé « journalisme jaune » ou « journalisme à sensation ». Les publications de Hearst aux États-Unis et d'autres journaux étaient connus pour leur diffusion d'informations qui servaient les intérêts de leurs propriétaires. Les fausses nouvelles étaient souvent le fait d'agents secrets qui tentaient de faire accuser une personne ou un mouvement, ou de lancer une opération sous faux drapeau. Pendant la guerre froide, c'était la technique nazie du gros mensonge : « Répétez un mensonge suffisamment souvent et les gens finiront par le croire. » La machine de propagande nazie reposait sur de tels mensonges, puis les guerriers de la guerre froide l'ont reprise - à la fois la technique et bon nombre des mêmes mensonges - pour justifier leur propre quête de domination après la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'utilisation de mensonges et de fausses images fait partie de la vie. C'est un problème majeur depuis que les agences de renseignement américaines ont distribué une photo de bébés dans des couveuses au Koweït pour dire que Saddam Hussein tuait des bébés, suivi par le mensonge délibéré sur les armes de destruction massive et ainsi de suite. Que ce soit par le biais des médias traditionnels ou des plateformes de médias sociaux, il est clair que les gens se trouvent à la merci des pourvoyeurs de faux faits diffusés sur ce qui se passe « sur le terrain » en Ukraine. Ils sont également à la merci des propriétaires de certaines plateformes de médias sociaux, telles que celles contrôlées par les intérêts à l'origine de la propagande de guerre des États-Unis. Ils sont élevés au rang de censeurs qui déclarent ce qui est une opinion légitime et ce qui ne l'est pas. Certains pays adoptent des lois de lutte à la haine ou des critères pour déterminer ce qui met en danger la sécurité nationale sans jamais rien soumettre à la délibération politique, sans jamais permettre aux peuples d'en délibérer calmement. Ils sont poussés et adoptés de manière hystérique par des législateurs qui prétendent représenter le peuple.

« Gagner le coeur et l'esprit » des gens a toujours fait partie des conflits militaires et des guerres. L'OTAN appelle cela « guerre cognitive ». Lorsqu'elle est menée par l'OTAN, on dit que c'est pour préserver « la paix et la démocratie » ; lorsqu'elle est menée par la Russie, la Chine, Cuba, les Palestiniens ou toute nation qui refuse de se plier à l'alliance militaire dirigée par les États-Unis, on dit que c'est pour « duper le public ».

À cet égard, les Canadiens sont très préoccupés de voir que des mesures de censure normalement prises en temps de guerre sont prises en ce moment sans même devoir invoquer la *Loi sur les mesures de guerre*. Par exemple, le gouvernement canadien a « proposé » que les principaux fournisseurs de services de télévision, tels que Bell et Rogers, retirent RT (*Russia Today*) de leurs offres. Les fournisseurs de services l'ont fait de leur propre initiative et on rapporte que le CRTC va enquêter sur le statut de *RT News*. Cela montre comment les concepts de liberté d'expression et d'association, ainsi que les libertés civiles elles-mêmes, sont jetés par la fenêtre au nom de grands idéaux. Ceux qui provoquent et encerclent la Russie au nom de la protection des institutions démocratiques libérales sont les premiers à détruire les institutions, les standards et les normes qui font obstacle à leurs plans dans le cadre de la quête de domination des États-Unis.

Aujourd'hui, l'essence de la désinformation consiste à dissimuler le fait que les cercles dirigeants ne permettent pas aux gens de débattre calmement de ce qui se passe et d'établir leur propre cadre de référence qui leur permette d'analyser la cause des événements et de trouver des solutions aux problèmes en faveur des peuples. Ils maintiennent les gens dans le tourbillon de la manipulation et contre-manipulation, ce qui a pour conséquence qu'ils ne peuvent pas déployer activement leur propre action humaine comme force qui déterminera l'issue des événements. Ils sont laissés à la merci de pouvoirs qui ont usurpé la prise de décision pour servir des intérêts privés supranationaux étroits.

L'essence du bellicisme, des mensonges et de la désinformation est qu'ils ne permettent pas de comprendre ce qui se passe et où se trouvent les solutions. Les peuples aspirent à la paix, à la démocratie et à la liberté. Le dicton « les faits sont têtus » est parfaitement applicable, mais les peuples doivent d'abord déterminer quels faits sont pertinents et lesquels ne le sont pas. En d'autres termes, identifier les faits qui comptent et permettre aux peuples d'aller au fond des choses est en soi une activité importante qui exige la fidélité aux relations entre les humains et entre les humains et la nature. En l'absence de celle-ci, le danger constant de tomber dans la dérive est un problème très réel.

Dans le cas présent, la fidélité à ces relations révélera que la guerre en Ukraine est provoquée par les États-Unis et que le Canada y joue un sale rôle. Elle révèle que l'Ukraine est utilisée comme base avancée pour isoler la Russie et la mettre hors d'état de nuire en tant que prétendante au contrôle de ce que les États-Unis et l'OTAN considèrent comme leurs sphères d'intérêt, que ce soit en Europe ou dans le monde. Elle révèle que le président de la Russie et son gouvernement ont finalement dit « Assez ! » et déclaré qu'ils n'avaient pas d'autre issue que de lancer une opération

militaire pour « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine.

Bref, la Russie veut s'assurer que l'Ukraine ne puisse pas être une base avancée pour menacer ses intérêts. Vladimir Poutine a dit qu'il s'agissait d'une mesure désespérée et qu'il privilégiait un règlement négocié qui, à l'évidence, contrairement aux accords de Minsk, doit être appliqué. Pendant ce temps, les États-Unis et l'OTAN font monter la tension en préparant leur vengeance et en déployant encore plus de troupes et de munitions.

Derrière tout cela, le rideau de la désinformation tente de cacher que ce que font les États-Unis et l'OTAN et ce que fait la Russie est le résultat du soi-disant Nouvel ordre mondial imposé par les États-Unis et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1990, à laquelle le Canada a également participé. Les États-Unis pensaient qu'avec la fin de la division bipolaire du monde, ils pouvaient se déclarer le seul hégémon et forcer le monde entier à se soumettre à leurs intérêts. Au lieu de cela, les conditions d'un grand déséquilibre subsistent et les États-Unis tentent continuellement de dresser la Russie contre la Chine pour se maintenir en position avantageuse. Une telle division tripolaire est cependant la plus dangereuse car aucun équilibre ne peut être établi et les conflits s'intensifient comme on le voit avec l'Ukraine. Pour garantir leurs propres intérêts, loin de démanteler l'OTAN, ils l'ont étendue - les États-Unis ont assuré son expansion et continuent de le faire jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui l'encerclement de la Russie et les provocations contre elle et contre une partie de la population ukrainienne sont devenus intolérables.

S'opposer aux fausses nouvelles, c'est permettre aux peuples du monde de s'orienter dans un monde où les oligarques de toutes sortes et de tous bords ont pris le contrôle des gouvernements et où les peuples n'ont pas leur mot à dire. Ce sont les peuples qui doivent déterminer ce qui se passe.

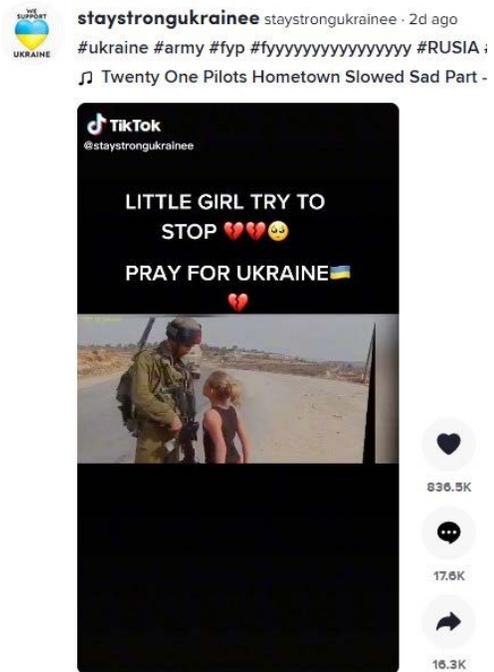
Tous les faits connus indiquent aux peuples qu'une solution politique déterminée par eux est nécessaire pour sortir le monde de cette sombre période de régression, de réaction, d'agression et de guerre. Cette solution politique exige que les gens fassent leur la bannière du renouveau démocratique pour s'investir de la souveraineté et arracher le pouvoir aux pourvoyeurs de guerre. Elle exige des gouvernements antiguerre qui garantissent les droits de tous les êtres humains, tant au niveau national qu'à l'échelle mondiale.

Exemples de faux messages transmis sur les médias sociaux

La « vérification des faits » de l'agence de presse Reuters comprend une longue liste de fausses informations diffusées sur les médias sociaux à propos de l'Ukraine. Des listes similaires apparaissent sur d'autres sites de vérification des faits dans les médias.

Un exemple est une vidéo affichée sur Twitter qui montre une jeune fille qui confronte un soldat, avec une légende : « 'Retourne dans ton pays' : une courageuse petite fille affronte l'armée envahissante de Poutine en lui disant de 'revenir chez elle'. » Reuters informe que « les utilisateurs des médias sociaux ont incorrectement lié une vidéo de 2012 d'une fillette palestinienne confrontant des soldats israéliens avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. » La vidéo, précise l'agence, « date de près de 10 ans et montre la militante palestinienne Ahed Tamimi affrontant des soldats israéliens en Cisjordanie. » De son côté, Twitter n'a pas supprimé la publication, mais informe que « ce média est présenté hors contexte ». Une publication sur TikTok d'un plan fixe de la même vidéo porte la légende : « Petite fille tente d'arrêter priez pour l'Ukraine », a été aimée » par plus de 800 000 utilisateurs et diffusée par 16 000 personnes.

Il ne s'agit guère d'une découverte brillante nécessitant la puissance de calcul d'une intelligence artificielle : le décor est un désert ; il fait manifestement chaud, la jeune fille porte un t-shirt sans manches.



Les autres éléments répertoriés sont :

- Une vignette de CNN citant Poutine mettant en garde contre l'ingérence de l'Inde dans la crise ukrainienne de 2022 est une contrefaçon. Des utilisateurs des médias sociaux ont partagé une capture d'écran numériquement modifiée d'un clip d'information de CNN qui comprend une légende citant le président russe qui dit : « L'Inde ne doit pas s'ingérer, sinon soyez prêt à faire face aux conséquences. » Reuters n'a trouvé aucune preuve que cette déclaration ait été rapportée par CNN ou tout autre organe de presse.
- Les utilisateurs des médias sociaux partagent une histoire fabriquée de toutes pièces concernant un journaliste de CNN qui aurait soi-disant été tué en Ukraine lors de la récente invasion russe. Les messages affichés prétendent que CNN a partagé un tweet sur la mort de l'homme au milieu de la crise actuelle en utilisant la même histoire que celle partagée pendant la prise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans en août 2021. CNN n'a pas ajouté qu'un journaliste a été tué à la fois en Ukraine et en Afghanistan, une affirmation qui provient de comptes mis sur pied par des imposteurs. Aucune histoire de ce type n'a été publiée par le média et les captures d'écran des gazouillis proviennent de comptes Twitter non vérifiés se faisant passer pour des pages CNN.
- Une photo circulant en ligne d'une jeune fille blessée date de 2018 et a été prise pendant la guerre en Syrie, et non pendant l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme le prétendent les utilisateurs.
- Des photos et une vidéo captées pendant les manifestations de Maidan en Ukraine en 2014, contre le coup d'État soutenu par les États-Unis, ont été partagées sur les médias sociaux en février 2022 pour prétendre qu'elles représentent des crimes commis par la Russie contre des civils.
- Une photo de deux enfants regardant des soldats ukrainiens postés au sommet de deux chars d'assaut a été faussement titrée « chars d'assaut russes aujourd'hui ». Reuters a retrouvé la trace de cette photo en 2016.



Adam Kinzinger
@AdamKinzinger



6:42 PM · 2/25/22 · [Twitter for iPhone](#)

3,868 Retweets 278 Quote Tweets 20.8K Likes

ГОЛОВНА | НОВИНИ



СПЕЦТЕМА АТО НА СХОДІ

"ДІТИ ВІЙНИ": МІНОБОРОНИ
ОПУБЛІКУВАЛО ЗВОРУШЛИВІ ФОТО
МАЛЕНЬКИХ УКРАЇНЦІВ ІЗ ЗОНИ АТО



23.03.2016 15:33

Автором світлин є фотограф Дмитро Муравський

- Un extrait d'une vidéo avec une fausse vignette provenant du jeu vidéo « Digital Combat Simulator » a circulé en ligne et des utilisateurs de médias sociaux ont affirmé qu'il montre un avion de chasse ukrainien abattant un avion russe.

- Un extrait d'une vidéo de tirs d'artillerie depuis ce qui ressemble à un camp militaire en basse lumière attribué aux Russes date d'au moins 2019, bien que le clip soit largement partagé par les utilisateurs de médias sociaux en ligne comme représentant des événements actuels.

- La vidéo de l'explosion d'un entrepôt provient de Beyrouth en 2020, et non d'Ukraine. L'explosion à Beyrouth a tué plus de 200 personnes. Elle ne montre pas les pertes civiles subies par les Russes en Ukraine.

Mohammad Hijazi
@mhijazi

Another video of the explosion at Beirut Port

#انفجار_بيروت



11:44 AM · Aug 4, 2020



- Une photo censée représenter le bombardement de l'Ukraine par la Russie en 2022 montre en fait

le bombardement de Gaza par les forces israéliennes en 2021.



Le 26 février, des vidéos et des photos ont circulé dans les médias avec des titres tels que « un missile russe frappe un immeuble d'habitation à Kiev ». Le ministère russe de la Défense a publié une déclaration indiquant que l'immeuble avait été frappé par un projectile antiaérien ukrainien. Il explique : « Lors des tentatives de repousser une attaque à la roquette contre l'infrastructure militaire des forces armées ukrainiennes, une défaillance s'est produite dans le système de guidage de missile d'un système ukrainien de défense aérienne à moyenne portée AF-BUG-M1 et le missile a touché le coin d'un immeuble résidentiel. » Cette affirmation des Russes n'a pas été réfutée, mais la photo continue de circuler comme « preuve » des attaques russes contre les civils.



Les gens vont également les médias sociaux pour dénoncer des exemples de fausses nouvelles, comme dans le gazouillis ci-dessous où une photo de dommages faits par les forces ukrainiennes dans la région de Donetsk est présentée comme des dommages causés par les troupes russes.



Réflexions sur la crise actuelle en Ukraine

– Joe Lombardo –



Rassemblement de fascistes à Odessa

Joe Lombardo est un militant contre la guerre très respecté d'Albany, New York.

La propagande du gouvernement des États-Unis et de ses médias se concentre toujours sur ce qui se passe maintenant et ne nous donne pas une vue d'ensemble. Ainsi, quand les États-Unis et leurs alliés intimident un pays jusqu'à ce qu'il n'en puisse plus et qu'il riposte, vous n'entendez parler que de sa riposte et non de ce qui est arrivé avant. Il est particulièrement important, avec la crise actuelle en Ukraine, de regarder ce qui a précédé.

En 2013, le président de l'Ukraine était Viktor Ianoukovitch. Il était un chef du plus grand parti en Ukraine appelé le Parti des régions, qui voulait généralement de meilleures relations avec la Russie.

Les États-Unis et leurs alliés européens ne voulaient pas que l'Ukraine ait de bonnes relations avec la Russie et les États-Unis ont injecté 5 milliards de dollars en Ukraine pour appuyer des centaines d'ONG afin de rapprocher le pays d'eux et de l'Occident. L'Ukraine avait traversé une terrible crise économique. Le pays, qui comptait autrefois environ 53 millions d'habitants, n'en comptait plus que 41 millions, car les gens partaient pour se rendre principalement dans les pays de l'Union européenne et en Russie à la recherche d'une vie meilleure.

En 2014, Viktor Ianoukovitch a négocié des prêts avec la Russie et l'Union européenne. L'enveloppe de prêts de la Russie semblait être dans le meilleur intérêt de l'Ukraine et il penchait en faveur de son acceptation. Les États-Unis et l'UE s'opposaient à ce que l'Ukraine l'accepte.

En 2014, les manifestants ont pris la place Maïdan dans le centre de Kiev pour s'élever contre la corruption du gouvernement et les conditions de vie en Ukraine.

L'Ukraine avait été divisée avec une partie de la population ayant une forte politique nationaliste et de droite, néonazie. La droite était principalement organisée en un parti, le Svoboda, et un parti d'extrême droite, le Secteur droit. Des membres de ces organisations sont venus à Kiev de tout le pays et ont rejoint les manifestants sur la place Maïdan. Beaucoup étaient armés et violents. Les États-Unis ont encouragé cette situation. Vous vous souvenez sans doute de la secrétaire d'État adjointe des États-Unis, Victoria Nuland, qui s'est rendue sur la place Maïdan pour offrir des friandises aux manifestants. De même, le sénateur John McCain est venu sur la place Maïdan et a parlé aux manifestants pour les encourager. Imaginez que des responsables russes ou chinois viennent à Occupy Wall Street avec des friandises et nous encouragent dans nos manifestations. Les États-Unis auraient considéré qu'il s'agissait d'une ingérence dans leurs affaires intérieures et auraient pris des mesures énergiques.

Rapidement, la manifestation de Maïdan est devenue violente. Les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont affirmé qu'elle avait été provoquée par les tirs de la police sur les manifestants. Le gouvernement ukrainien et la police ont affirmé qu'ils n'avaient pas tiré sur les manifestants. Lorsque j'étais à Kiev en 2019, j'ai été escorté par des personnes qui s'étaient opposées aux manifestations de Maïdan. Nous sommes allés sur la place Maïdan, et elles nous ont fait remarquer que les arbres autour de la place Maïdan étaient tous nouvellement plantés. Elles nous ont dit que tous les arbres avaient été abattus en 2014 et qu'une enquête sur les violences n'avait jamais été menée. Elles ont dit que les arbres ont été abattus parce qu'ils montraient que les balles avaient été tirées d'un angle différent de ce que les États-Unis et les manifestants prétendaient, et qu'ils contenaient les balles qui n'étaient pas des balles de la police, mais des balles tirées de fusils à grande puissance que la police n'avait pas. Nos hôtes de Kiev nous ont envoyé des vidéos qui semblaient prouver que les gens avaient été abattus par des tireurs embusqués venus de Géorgie. La plupart de ces vidéos ont finalement été retirées de YouTube, mais celle-ci a survécu : [cliquez ici](#).

Les manifestants de Maïdan ont attaqué des bâtiments gouvernementaux et Viktor Ianoukovitch, craignant pour sa vie, a fui en Russie. Le gouvernement démocratiquement élu de Viktor Ianoukovitch a été renversé par un coup d'État de droite soutenu par les États-Unis. La question s'est alors posée de savoir qui allait prendre sa place. On se souvient peut-être de l'appel piraté entre Victoria Nuland et l'ambassadeur américain en Ukraine. Dans cet appel, elle a nommé la personne choisie par les États-Unis pour remplacer Viktor Ianoukovitch. C'était Arseni Iatseniouk, un membre de la droite dure de « Patrie », une formation de droite, ultra-nationaliste et antirusse. Il est



Les manifestants de Maïdan investissent l'hôtel de ville de Kiev et déploient des drapeaux racistes et fascistes.

apparu que les Européens, notamment les Allemands, souhaitaient une figure plus modérée à la tête de l'Ukraine. Ils ont préféré Vitali Klitschko, un boxeur devenu politicien aux opinions plus modérées qu'Arсени Iatseniouk. Au cours de l'appel piraté, nous entendions Victoria Nuland dire « F--- l'UE », et, bien sûr, le choix des États-Unis, Arсени Iatseniouk, est devenu le premier ministre de l'Ukraine après le coup d'État. La nouvelle ministre des Finances du gouvernement putschiste était Natalie Jaresko, originaire des États-Unis, et le fils de Joe Biden a pris un poste au conseil d'administration de la plus grande entreprise de gaz naturel du pays, avec un salaire de 50 000 dollars par mois.

Au moment de ce coup d'État, l'UNAC [United National Antiwar Committee] a écrit dans une déclaration : « Quels sont les objectifs [des États-Unis] et pourquoi la Russie est-elle si alarmée ? Pourrait-il s'agir de la campagne entre les États-Unis et l'OTAN pour encercler militairement la Russie et amener les pays voisins dans l'orbite militaire et financière occidentale ? Il est clair que la Russie ne restera pas passive pendant que le coup d'État soutenu par l'Occident, mené par des forces fascistes violentes [...] renverse un gouvernement démocratiquement élu et installe un régime fantoche à sa frontière. »

Le premier jour du nouveau gouvernement putschiste, ils ont adopté la loi linguistique. Bien que le russe ait été l'une des langues officielles en Ukraine et la langue maternelle d'environ un tiers de la population ukrainienne, il a été retiré comme langue officielle. Désormais, les écoles n'enseignent plus qu'en ukrainien, les plaques de rue et tous les documents officiels sont en ukrainien, même dans les régions russophones. Le Parti des régions, qui était le plus grand parti d'Ukraine, a été interdit, ainsi que ce que certains considèrent comme le deuxième plus grand parti, le Parti communiste. Voilà la « démocratie » que les États-Unis ont contribué à créer.

Bien entendu, l'Ukraine n'est pas le premier pays qui borde la Russie où les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN se sont installés. Malgré l'accord conclu par le secrétaire d'État James Baker au moment de la dissolution de l'Union soviétique, selon lequel l'OTAN ne s'installerait dans aucun des pays situés à l'est de l'Allemagne, elle est maintenant présente dans 14 de ces pays. Elle a placé des missiles nucléaires près de la frontière russe (la crise des missiles de Cuba à l'envers) et a organisé des « jeux de guerre » dans ces pays, juste à la frontière russe. Aujourd'hui, ils veulent faire entrer l'OTAN en Ukraine, le pays qui a la plus grande frontière avec la Russie parmi tous les autres pays européens. La Russie sera ainsi davantage encerclée.

Mais ce n'est pas seulement que l'OTAN encerclera davantage la Russie si l'Ukraine devient membre de l'OTAN. Il y a aussi le fait que l'Ukraine a un mouvement néonazi dynamique qui fait également partie du gouvernement. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il y avait un mouvement nazi en Ukraine. L'un de ses principaux dirigeants était Stepan Bandera, un dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et un collaborateur nazi. Il a été établi que l'OUN a appuyé et organisé les massacres de juifs ukrainiens pendant la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, Stepan Bandera a été nommé « héros de l'Ukraine ». Des groupes comme les partis Svoboda et Secteur Droit se disent les héritiers de Stepan Bandera.

Les mouvements ultra-nationalistes et néonazis sont bien vivants en Ukraine et dans l'armée ukrainienne. Le bataillon Azov de l'armée ukrainienne utilise ouvertement des symboles fascistes comme la croix gammée et fait le salut fasciste. L'Union soviétique, y compris la Russie, a perdu plus de 20 millions de personnes pour vaincre les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale et n'est pas du tout contente de voir le fascisme à sa porte.



Des membres de la brigade Azov montrent leurs sympathies nazies à côté du drapeau de l'OTAN.

De nombreuses régions d'Ukraine n'ont pas suivi le coup d'État de 2014 et s'y sont opposées, notamment dans les régions de l'est et du sud du pays, où vivent de nombreux russophones. Dans la ville d'Odessa, une ville largement russophone, les gens ont protesté contre le coup d'État de Kiev et ont installé un camp de protestation permanent devant la Maison des syndicats de la ville. C'était une grande menace pour le gouvernement de Kiev. Non seulement Odessa était l'une des plus grandes villes du pays, mais c'était aussi son principal port, situé sur la mer Noire. Le 2 mai 2014, un match de football à Odessa a attiré des gens de tous les coins du pays. Les fascistes se sont mobilisés. Avant la fin du match, ils ont reçu des messages sur leurs téléphones les appelant à quitter le stade et à marcher vers la Maison des syndicats pour y attaquer les manifestants anti-Maïdan.

Une immense bande de fascistes a attaqué les manifestants, en a battu plusieurs et a tiré sur la foule. Beaucoup de manifestants ont couru dans le bâtiment pour se protéger. La bande fasciste a mis le feu au bâtiment à force de lancer des cocktails Molotov. Certains occupants sont morts d'asphyxie à cause de la fumée et d'autres ont sauté par les fenêtres pour être battus à mort sur le sol. La police n'a rien fait. Bien que la caserne de pompiers ne soit qu'à quelques rues de là, les camions de pompiers ne sont arrivés qu'une heure après l'incendie. Quarante-huit personnes ont été tuées et des centaines ont été blessées. Bien qu'il existe de nombreuses vidéos de l'événement réalisées à partir de téléphones portables, certaines montrant même des personnes tirant des coups de feu et fabriquant et lançant des cocktails Molotov, aucun des assaillants n'a été arrêté. Par contre, plusieurs des victimes ont été arrêtées. Le lendemain matin, lorsque les gens ont vu ce qui s'était passé à la Maison des syndicats et ont appris que les victimes avaient été arrêtées, 30 000 Odessites ont marché jusqu'au poste de police et les ont libérés.

Chaque année, le 2 mai, les habitants d'Odessa tiennent un mémorial pour les personnes qui ont été tuées. Chaque année, à cette date, les groupes fascistes se mobilisent et viennent à Odessa pour essayer de les en empêcher. Les habitants d'Odessa demandent donc la présence d'observateurs internationaux pour les protéger. L'UNAC a envoyé des délégations sur place à deux reprises. Je me suis rendu à Odessa en tant qu'observateur en mai 2019. Là-bas, nous avons vu des milliers de personnes se rendre au bâtiment incendié de la Maison des syndicats pour déposer des fleurs à la mémoire des personnes tuées par la meute fasciste. Des groupes de fascistes, dont certains portaient des croix gammées et d'autres symboles fascistes, sont venus pour tenter d'intimider la foule. Au milieu de l'après-midi, les familles des victimes sont arrivées et ont tenté de s'adresser à la foule. Mais la police ne leur a pas permis d'utiliser leur matériel de sonorisation. Cette nuit-là, des centaines de fascistes ont défilé dans les rues d'Odessa et ont organisé un rassemblement aux flambeaux dans le centre de la ville. La police les a autorisés à utiliser leur matériel de sonorisation. Ils ont scandé en marchant : « Pendez les communistes aux arbres. »

De plus, notre hôte, une femme qui avait préparé notre visite, a vu son nom figurer sur un site web fasciste juste au moment de notre arrivée et a dû quitter le pays de peur d'être battue ou tuée.



La foule vient se recueillir à la mémoire des personnes assassinées à la Maison des syndicats. Les fascistes viennent l'intimider.

Voir la [vidéo du rassemblement fasciste à Odessa](#).

Des manifestations contre le coup d'État à Kiev ont également eu lieu dans de nombreux endroits du pays, notamment en Crimée et dans les régions du Donbass, dans l'est du pays. Ce sont des régions où la population russophone est prédominante. Dans ces régions, de nombreuses familles ont des membres des deux côtés de la frontière russe. La Crimée a fait partie de la Russie pendant des centaines d'années, mais en 1954, lorsque l'Ukraine et la Russie faisaient toutes deux parties de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, le premier ministre soviétique de l'époque, a donné la Crimée à l'Ukraine, car elle était proche des deux pays. Lorsque l'Union soviétique a été dissoute, la Crimée a fait partie de l'Ukraine indépendante. Après le coup d'État, les habitants de la Crimée ont demandé un référendum dans lequel plus de 95 % ont voté pour le retour à la Russie. Dans les médias américains, vous entendrez dire que la Russie a envahi la Crimée et l'a reprise. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Il n'y a pas eu d'invasion. Il y avait une base militaire russe en Crimée, qui était là lorsqu'elle faisait partie de l'Union soviétique et qui y est restée avec l'accord de l'Ukraine. C'était la seule base navale russe en eaux chaudes et elle était stratégiquement importante pour l'armée russe. Ces militaires russes étaient en Crimée, mais ils étaient moins nombreux que ne le permettait leur contrat avec l'Ukraine. Il n'y a pas eu d'invasion ni d'ingérence de la part des militaires russes stationnés là.

Dans la région du Donbass, des manifestations ont eu lieu contre le coup d'État de Kiev, notamment dans les villes de Donetsk et de Louhansk, où les manifestants ont pris possession des bâtiments gouvernementaux. Lorsque les militaires ukrainiens sont venus les arrêter, ils les ont affrontés. Dans la plupart des cas, les militaires ont refusé de tirer sur la foule. Finalement, les habitants de Donetsk ont mis en place leur propre gouvernement appelé République populaire de Donetsk (RPD) et les habitants de Louhansk ont créé la République populaire de Louhansk (RPL). Ces régions ont créé des milices pour se défendre contre les militaires ukrainiens et les combats ont persisté dans la région. La Russie, le gouvernement ukrainien et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), avec la médiation de la France et de l'Allemagne, ont élaboré les protocoles de Minsk, qui ont ensuite été signés par la RPD, la RPL et le gouvernement ukrainien. Ces protocoles étaient censés mettre fin aux combats dans le Donbass, mais l'accord a été continuellement rompu par l'armée ukrainienne et 14 000 personnes ont été tuées dans les combats du Donbass.

Au cours du mois dernier, nous avons entendu dire que les Russes ont massé des troupes à la frontière. Mais il a très peu été question de l'armée ukrainienne qui avait massé des troupes dans la région et y maintenait 150 000 soldats. Les bombardements des régions indépendantes du Donbass avaient fortement augmenté le mois dernier et la veille de l'entrée des troupes russes en Ukraine, ils avaient atteint un niveau intolérable et les dirigeants de ces deux républiques indépendantes ont demandé l'aide de la Russie.

Nous entendons dans les médias américains que des civils sont prêts à combattre l'avancée des militaires russes, que beaucoup quittent le pays et qu'il y a peut-être des centaines de morts parmi les civils. Nous n'avons pas entendu les voix des habitants du Donbass, de la Crimée ou des nombreux opposants au coup d'État de 2014. Nous avons entendu le président Biden proclamer : « Qui, au nom de Dieu, a donné à Poutine le droit d'envahir l'Ukraine ? » C'est d'une hypocrisie inouïe. Qui a donné aux États-Unis le droit d'envahir le Vietnam ? La Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie ? ... Ou de soutenir l'invasion saoudienne du Yémen ou les attaques d'Israël contre la Palestine ? Qui leur a donné le droit de sanctionner plus de 40 pays et de créer des coups d'État dans un pays après l'autre ? Les États-Unis ont leur armée partout dans le monde. Ils ont 20 fois plus de bases militaires étrangères que tous les autres pays réunis. Le pays qui possède le deuxième plus grand nombre de bases militaires étrangères est leur allié de l'OTAN, la Grande-Bretagne, et le pays qui possède le troisième plus grand nombre de bases étrangères est la France, autre allié de l'OTAN. Que dire des quatre millions de Vietnamiens qui sont morts ou du million de personnes qui sont mortes en Irak ou des 14 000 personnes qui sont mortes dans le Donbass ? Qui a donné aux États-Unis ou à l'OTAN le droit de tuer toutes ces personnes ?

La guerre en Ukraine aurait pu être évitée si les États-Unis avaient simplement accepté de ne pas admettre l'Ukraine dans l'OTAN. Mais ils ont refusé de le faire. Les États-Unis ne reconnaissent pas les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité.

Le monde est en train de changer. L'hégémonie américaine dans les sphères politiques, économiques et militaires est remise en question, principalement par la Chine. Pourtant, les États-Unis refusent de le reconnaître et continuent de malmenager le reste du monde. Alors que se déroule la crise en Ukraine, les États-Unis ont envoyé, par provocation, un navire de guerre dans le détroit de Taïwan, près de la Chine. Le premier jour de la guerre en Ukraine, il y a également eu une frappe aérienne américaine en Somalie, une frappe aérienne israélienne à Damas et 37 frappes aériennes saoudiennes au Yémen, mais comme les États-Unis soutiennent ces actions, nous n'entendons rien dans nos médias corporatifs.

La seule façon de mettre fin aux combats et peut-être à de futurs conflits est que les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN respectent les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité, qu'ils respectent le droit à l'autodétermination de tous les peuples, y compris ceux du Donbass et de la Crimée, qu'ils ferment les bases militaires américaines à l'étranger, qu'ils ramènent les troupes à la maison et qu'ils mettent fin à l'OTAN.

(Traduit de l'anglais par LML)

Le danger que représente pour le Canada l'intégration à la machine de guerre des États-Unis

– Enver Villamizar –

La situation en Ukraine montre l'importance d'expliquer pourquoi le Canada doit sortir de l'OTAN et du NORAD et comment l'adhésion du Canada à l'OTAN et au NORAD est un facteur qui contribue à la guerre. Le fait de sortir de toutes ces alliances agressives contribuera à la paix internationale ainsi qu'au développement prosocial de l'économie.

Il y a de fortes pressions en ce moment pour faire la question de savoir si la Russie était ou n'était pas justifiée dans son action en Ukraine. Le PCC(M-L) a indiqué que l'action de la Russie a été provoquée par les États-Unis et l'OTAN. Cela touche au cœur de la question : quels sont les facteurs menant à la guerre internationalement et qu'est-ce qui contribue à la paix ? Le gouvernement canadien présente délibérément la situation comme si la Russie agissait de façon irrationnelle et répète sans cesse qu'il s'agit d'une attaque « non provoquée ». Ainsi le problème

serait la Russie et ses actions tandis que ce qui reste dans l'ombre est ce que le Canada a fait et fait toujours au service des États-Unis et de leur machine de guerre pour fomenter le conflit et préparer la guerre, ce qui crée les conditions de la guerre elle-même. Lorsqu'éclate le conflit, comme ce fut le cas avec la perspective que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN, alors tous les préparatifs de guerre ciblant la Russie comme « menace » sont présentés comme justifiés. C'est le comble du cynisme et de la fraude. Les Canadiens doivent prendre la parole immédiatement pour affirmer que l'escalade des préparatifs de guerre n'est pas la voie vers l'avant et ne fera qu'attiser les flammes de la guerre.

Juste avant l'élection fédérale de septembre, le gouvernement libéral de Trudeau avait annoncé qu'il comptait dépenser plus de 553 milliards de dollars pour les préparatifs de guerre au cours des prochaines 20 années. Une grande partie de ce financement ira dans l'économie de guerre des États-Unis pour l'achat d'avions de combat, de drones armés et d'autres armes de guerre. L'argent proviendra de la valeur produite par les travailleurs canadiens et remis aux monopoles de guerre.



LML avait souligné : « Cette augmentation des dépenses a été confirmée la veille du déclenchement des élections, lorsque le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, et le secrétaire à la Défense des États-Unis, Lloyd Austin, ont publié une déclaration commune dans laquelle ils conviennent de 'moderniser' le NORAD, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, et décrivent les 'domaines prioritaires' pour les nouveaux investissements ».

« Le Canada et les États-Unis partagent le désir de coordonner la mise en service de nouvelles capacités pour compléter et à terme remplacer le Système d'alerte du Nord par des solutions technologiques plus avancées le plus tôt possible. Pour assurer une connaissance de la situation efficace, il faut en fin de compte adopter une approche axée sur un système de systèmes comprenant un réseau de capteurs canadiens et américains du fond marin à l'espace. »

Et plus loin : « Le 'système de systèmes' dans le jargon du Pentagone désigne la défense antimissile balistique (BMD). La modernisation du NORAD comprend le positionnement de missiles américains au Canada et la militarisation de l'espace dans le cadre du bouclier antimissile balistique des États-Unis. Lorsque la BMD sera déclarée opérationnelle, les États-Unis et leurs alliés de guerre, y compris le gouvernement canadien, croiront et déclareront alors qu'« une guerre nucléaire américaine est gagnable » et qu'une frappe nucléaire préventive pourrait être utilisée. Depuis 2014, l'économie de guerre des États-Unis a effectué 17 essais de défense antimissile balistique de son 'système de systèmes' pour 'détruire les missiles balistiques entrants'. »

Des efforts constants sont déployés pour tenter de créer les conditions pour que le Canada se joigne au BMD à contre-courant de l'opinion publique qui existe au Canada contre une telle chose. Si le Canada s'y joignait, il devrait céder aux forces armées américaines plus de territoires, d'argent et d'autorité sur les affaires canadiennes.

Par le passé, surtout au lendemain du 11 Septembre, le prétexte mis de l'avant par les États-Unis était la nécessité de se protéger des États voyous ou terroristes. À cette époque, les Canadiens se sont prononcés partout au pays contre toute participation aux systèmes de défense antimissile. Après l'invasion de l'Irak par les États-Unis et face à la forte opposition des Canadiens à cette guerre d'agression et leur refus catégorique d'installer des missiles au Canada, le premier ministre de l'époque, Paul Martin, dont le gouvernement était minoritaire, a annoncé que le Canada n'y participerait pas.

Plus tard, sous Stephen Harper, le prétexte pour installer les missiles était que le Canada devait

contrer une soi-disant attaque de l'Iran et de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). À la suite des efforts du gouvernement Harper pour tenter, à son tour, de détruire l'opinion publique en matière de défense antimissile, les libéraux de Trudeau nouvellement élus ont pris le relais, bien que très discrètement.

Maintenant que la Russie a réagi aux provocations incessantes de l'OTAN, il est vraisemblable que la classe dirigeante canadienne y voit une « occasion » pour annoncer qu'elle a l'intention d'installer le système antimissile. Maintenant la soi-disant menace à l' « Amérique du Nord » ne sera plus l'Iran ni la RPDC, mais la Russie. Entretemps, l'augmentation année après année de missiles américains sur terre et sur mer autour de la Russie, la Chine et la RPDC n'est pas considérée comme étant une menace pour ces pays, faisant deux poids deux mesures.

Le fait d'installer des systèmes de missiles contrôlés par les États-Unis en Europe de l'Est et aux frontières de la Russie est un grave problème qui montre pourquoi, l'expansion de l'OTAN doit être prise au sérieux. Ce n'est pas seulement une question d'entraîner plus de pays dans la machine de guerre américaine, mais d'augmenter le nombre d'armes offensives de l'OTAN dans les pays membres de l'OTAN actuels.

À titre d'exemple, il a été signalé qu'en novembre 2021 un système terrestre de missiles sol-air Aegis, qu'on appelle faussement un système de défense antimissile balistique, sera fonctionnel à la fin de 2022 en Pologne dans la ville de Redzikowo. Le système existe à cet endroit depuis plusieurs années mais les États-Unis ont décidé de le rendre opérationnel l'année dernière. La ville de Redzikowo, qui se trouve sur la mer baltique, est à une distance d'à peine 200 km. de la frontière de la ville portuaire russe de Kaliningrad.

Le même système, qu'on nomme « Aegis Ashore », existe déjà en Roumanie et est opérationnel depuis 2015. Le système Aegis était d'abord conçu pour les navires. En 2017, les États-Unis avaient 33 navires munis de système Aegis, maraudant les frontières maritimes de ses adversaires dans l'océan Pacifique et Atlantique. Le Japon a aussi quatre navires de guerre dotés de ces systèmes, qui patrouillent les eaux entourant la Chine et la RPDC.

Notamment, ces systèmes ne sont pas purement défensifs et ne visent pas que les missiles entrants. Ce sont des systèmes de première frappe pouvant toucher des cibles à moyenne ou longue portée sur terre, sur mer et dans l'air. C'est devenu évident lorsqu'en juillet 2020 le chef militaire du commandement indo-pacifique des États-Unis a demandé au congrès de financer un de ces systèmes en 2022, et devant être construit en 2026 à Guam, en préparation pour la guerre contre la Chine. Il a clairement dit que le système était offensif et avait une « capacité de frappe de précision de longue portée dans la première chaîne d'îles ». La première chaîne d'îles est définie par les États-Unis comme étant la chaîne d'îles qui part des îles Kouriles, passe par l'Archipel japonais, les îles Ryukyu et l'île de Taïwan, la partie nord-ouest des Philippines (particulièrement Luzon, Mindoro et Palawan) et se termine à proximité de Bornéo. Il a été décidé d'installer ce système à Guam, un territoire non incorporé des États-Unis, lorsque le Japon a annulé les plans d'installer un tel système sur son territoire[2].

L'énorme montant de fonds publics et de corruption qui accompagnent ces systèmes antimissiles dans les intérêts de la machine de guerre américaine est renversant. Chaque installation coûte des milliards de dollars – sans oublier la destruction de l'environnement local et le fait de s'emparer des territoires du pays hôte et de les soumettre au commandement américain.

Les États-Unis et l'OTAN aimeraient sans doute installer de tels systèmes en Ukraine ainsi que dans l'Arctique canadien dans leur course à la guerre contre leurs rivaux. Pour ce qui est du Canada, les États-Unis ont explicitement fait part de leurs intentions, et les cercles dominants canadiens ont déjà laissé entendre que c'est aussi les leurs. Les Canadiens doivent se rappeler que l'Arctique canadien partage une frontière maritime avec la Russie ainsi qu'une frontière terrestre avec elle en Alaska. Ces territoires sont les terres ancestrales des Inuits et des autres peuples autochtones et leur appartiennent.

Face aux dangereuses provocations de l'OTAN et l'escalade des préparatifs de guerre, il est primordial de prendre la parole contre toutes tentatives d'élargir l'OTAN, de moderniser NORAD qui ne sont que des euphémismes pour cacher l'intensification de la militarisation de l'économie et la transformation du Canada en une base pour les guerres et les provocations menées par les États-Unis contre les peuples du monde.

Note

1. « Opposons-nous aux tentatives d'entraîner le Canada dans le bouclier antimissile des États-Unis », LML, 10 octobre 2021

2. "INDOPACOM Wants Billions to Build, as Pentagon Plans Cuts to Overseas Presence," *Breaking Defense*, July, 23, 2020.

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca